Un temps fort de la sociologie rurale française

A high point in French rural sociology

Marcel Jollivet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8928>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8928

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 septembre 2009

Pagination : 67-82

Référence électronique

Marcel Jollivet, « Un temps fort de la sociologie rurale française », *Études rurales* [En ligne], 183 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 06 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8928> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8928

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_183&ID_ARTICLE=ETRU_183_0067

Un temps fort de la sociologie rurale française

par Marcel JOLLIVET

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2009/1 - n° 183

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222061 | pages 67 à 82

Pour citer cet article :

— Jollivet M., Un temps fort de la sociologie rurale française, Études rurales 2009/1, n° 183, p. 67-82.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

UN TEMPS FORT DE LA SOCIOLOGIE RURALE FRANÇAISE

Marcel Jollivet

AU DÉBUT DES ANNÉES 1960, un financement obtenu par l'intermédiaire d'un comité¹ de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) offre à Henri Mendras l'opportunité de lancer un programme d'envergure. C'est l'occasion pour lui de créer une équipe : le Groupe de sociologie rurale (GSR). Ce groupe n'a jamais eu de statut formel. Il n'en constitue pas moins le noyau du Groupe de recherches sociologiques (GRS) qui s'installe à l'Université de Nanterre en 1968. Ce GSR est à l'origine d'une série de publications bien identifiées.

Le programme s'intitulait « Inventaire et typologie des sociétés rurales françaises ». C'est dire son ambition. Le travail de terrain a duré cinq ans, de 1962 à 1967. Le programme comportait plusieurs opérations. Certaines étaient de portée générale : huit monographies², un atlas de la France rurale³, un « vocabulaire de sociologie rurale »⁴. D'autres avaient une dimension plus sectorielle : une « typologie des courbes cantonales de population »⁵, une « socioéconomie de l'agriculture »⁶, une recherche sur les attitudes des agriculteurs face au crédit [Raoul 1970]. Au total, le programme a mobilisé une bonne vingtaine de

1. En l'occurrence le Comité d'analyse démographique, économique et sociale (CADES).

2. Le tome 1 des *Collectivités rurales françaises* [Jollivet et Mendras eds. 1971], qui présente les résultats de ce travail, fait état de dix « études locales », dont deux n'ont pas été réalisées dans le cadre du programme : celle sur Plodemet le Bigouden et celle sur Cadiès.

3. Voir J. Duplex, R. Cornu et L. Raoul [1965]. Ce projet d'atlas a fait l'objet d'une série de commentaires multidisciplinaires dans *Études rurales* (n° 27, pp. 5-71). Cet atlas a été publié par la suite [Duplex ed. 1978].

4. Voir M. Jollivet et M.-C. de Gauléjac [1965]. Cette recherche n'aboutira pas. Le GSR avait déjà publié des « éléments de bibliographie » sous l'intitulé *Les sociétés rurales françaises* [Mendras ed. 1962]. Il en publiera une nouvelle version, considérablement augmentée [Marduel et Robert 1979].

5. Ce travail a donné lieu à un rapport (M. Jollivet et G. Guyot, « Typologie des courbes cantonales de population, ronéo, 110 p.) dont a été extraite une publication [Jollivet 1967].

6. C'était mon apport particulier au programme. Il comprend plusieurs contributions : 1) le texte « L'analyse du système économique », cité dans « Analyses comparatives et élaborations méthodologiques », Groupe de sociologie rurale, 1966, ronéo, 110 p. ; 2) les passages du tome 1 des *Collectivités rurales françaises* (sous-titré *Étude comparative du changement social*), que j'ai co-dirigé avec Henri Mendras, et qui sont consacrés au « régime foncier » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 165-167] et aux « classes et systèmes agraires » [*ibid.* : 179-185] ; 3) mon texte « Sociétés rurales et capitalisme » du tome 2 des *Collectivités rurales françaises* (sous-titré *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*), que j'ai dirigé seul [Jollivet ed. 1974 : 230-269] ; et 4) mon article dans la *Revue française de sociologie* [Jollivet 1968]. Se rattachent également à cette démarche : 1) mes recherches sur l'économie contractuelle en agriculture (M. Jollivet ed., « Structures agraires et diffusion de l'économie contractuelle en agriculture », CNRS, DGRST, Commissariat du Plan, 1971, ronéo, 4 vol.) ; 2) mon article [Jollivet 1978] ; 3) mes deux contributions à *L'Année sociologique*, intitulées respectivement « Sur la question agraire en France (1963-1965) », AS 16, pp. 256-273 et « Sur la question agraire dans le monde (1965) », AS 20, pp. 205-228. La tentative d'ouvrir une rubrique de sociologie du travail agricole dans cette revue est demeurée sans suite, ce qui traduit l'impossibilité d'alors d'introduire l'agriculture dans le champ de la sociologie du travail. Cf. *L'Année sociologique* 22, pp. 565-578.

personnes et a donné lieu à de nombreuses publications⁷ ainsi qu'à des documents non publiés⁸.

Rien que par son ampleur, cette entreprise a déjà un intérêt en soi. Mais il se trouve qu'en outre, elle a, jusqu'au début des années 1970, donné lieu, au sein du GSR, à une controverse⁹ portant sur les fondements mêmes de la sociologie rurale. L'intérêt de cette controverse est qu'elle avait une portée générale en ce qu'elle révélait au grand jour les débats sur la modernisation de l'agriculture qui nous animaient alors. Il n'est donc pas inutile d'en rappeler les termes. Pour contribuer à l'histoire des idées, certes. Mais aussi, ce qui importe le plus, pour nourrir les réflexions sur la sociologie rurale d'aujourd'hui.

Une ambition « théorique » en sociologie

« Inventaire et typologie des sociétés rurales françaises » : cet intitulé a une forte tonalité descriptive. En fait, s'il s'agit bien de rendre compte de « la diversité des campagnes françaises »¹⁰, l'objectif est aussi, au-delà, de parvenir à « une théorie proprement sociologique du changement dans les collectivités locales » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 12]. Le point de vue sociologique est explicitement affirmé :

[Ces] phénomènes locaux échappent [tant] à l'étude microscopique du psychosociologue [qu'à] l'analyse macrosociale de l'historien [*id.*].

En écrivant ces lignes, Henri Mendras s'inscrivait dans la continuité de ses recherches antérieures sur l'innovation dans l'agriculture [1958], qui l'amenaient à conclure :

La psychologie sociale, si éclairante pour la société américaine, se révèle par contre décevante pour expliquer les mécanismes de changement dans des sociétés de paysannerie traditionnelle comme celles de l'Europe occidentale [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 11].

Dans ces sociétés, en effet, précise-t-il, ce sont « le changement des structures, la transformation du système social [qui] commandent la modification des attitudes » [*id.*]. Cette distance prise par rapport à la psychologie sociale, largement dominante à l'époque, doit attirer notre attention. Les développements par lesquels est défini « le problème » qui justifie cet inventaire typologique [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 9-20] sont un véritable plaidoyer pour une sociologie, affichée en tant que telle, du changement social local. Cette posture et cet objectif étaient collectivement partagés par les membres du GSR.

7. Voir notamment un numéro spécial de la *Revue française de sociologie* (1965) et le numéro 27 d'*Études rurales* (1967) ainsi que les tomes 1 et 2 des *Collectivités rurales françaises* [Jollivet et Mendras eds. 1971 ; Jollivet ed. 1974], qui vont être au centre de cette contribution.

8. Voir la liste (arrêtée en 1971) des travaux réalisés à l'occasion de la recherche comparative sur « les collectivités rurales françaises » à la fin du tome 1 des *Collectivités rurales françaises*.

9. Le tome 1 et, plus particulièrement, le tome 2 des *Collectivités rurales françaises* [Jollivet et Mendras eds. 1971 ; Jollivet ed. 1974] témoignent directement de cette controverse. Celle-ci a par ailleurs été évoquée dans le cadre d'un séminaire du LADYSS, qui a donné lieu à deux articles [Mendras 2000 ; Jollivet 2003].

10. Sous-titre du chapitre III du tome 1.

Ce point de départ est fondamental. Mais il n'est qu'une pétition de principe. Pour qu'il puisse s'incarner dans une démarche de type empirique, il faut se donner une « théorie » initiale qui permette de l'appliquer aux objets de la recherche.

Cette théorie doit par ailleurs être conçue en ayant à l'esprit le problème de fond que constitue le passage du singulier au général dans les études locales. Comment, en effet, sortir de l'écueil des « monographies isolées, où le talent et la pénétration de l'observateur [tiennent] lieu de grille méthodique d'observation et d'interprétation », de façon à pouvoir en tirer non seulement des « comparaisons suggestives » mais aussi des « généralisations » et une « construction théorique » [*ibid.* : 12].

De là, la mise en avant d'un certain nombre d'axiomes visant à cadrer la recherche. Ces axiomes – il est bon de le souligner pour bien apprécier la démarche suivie – résultent d'un examen approfondi de la riche littérature de l'époque, historique, géographique et ethnologique, relative aux campagnes françaises¹¹. Quatre paraissent à la fois nécessaires et suffisants, au moins comme point de départ¹² :

1) Le premier prend le contrepied de l'idée, alors convenue (et même encore très répandue aujourd'hui), selon laquelle l'évolution de la « société industrielle », terme consacré des années 1960-1970, consistait en un processus général d'intégration et d'uniformisation de l'ensemble de la société. Ici deux citations d'Henri Mendras s'imposent.

La première :

Ce serait une erreur grave de penser que notre société industrielle, parce que nous l'appelons société de masse, va créer un

moule commun dans lequel toutes les collectivités locales vont être amenées à se couler¹³ [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 31].

La seconde :

L'intégration rapide dans la société industrielle [des] collectivités paysannes [...] met en jeu à la fois les mécanismes de la société globale et ceux des collectivités locales ; ce n'est pas un simple phénomène d'assimilation, comme le mot le suggère : chaque collectivité réagit à sa manière et tente de préserver son originalité, tant et si bien que la société globale se trouve elle-même profondément modifiée [*ibid.* : 10].

L'idée directrice du programme est donc non seulement que le changement au niveau local est la résultante d'une interaction entre le local et le global mais aussi que cette influence du local conditionne d'une certaine manière les évolutions mêmes de la société

11. La richesse de cette littérature est constamment vantée dans les écrits du GSR. En témoigne également la place qui lui est accordée dans les bibliographies publiées par le Groupe.

12. Cette analyse renvoie aux trente premières pages du tome 1.

13. Et il ajoutait : « Il semble même que l'on voit apparaître de nouvelles formes de diversité et, partant, de conflits, notamment professionnels, religieux et ethniques : des événements et des indices divers le suggèrent. Les préjugés et la violence ne paraissent pas prêts à s'éteindre, et les démographes nous apprennent que des isolats se recréent dans les groupes urbains. La société industrielle risque d'être la société de mille ghettos plus qu'une société de masse amorphe. » [*Ibid.*] Cette prise de position prend une résonance particulière dans le contexte actuel.

globale¹⁴. Il s'agit d'un « ajustement réciproque » à tous les niveaux et non pas d'une simple causalité descendante, du niveau supérieur au niveau inférieur. Et tenir compte de cette dialectique est essentiel car :

Cet ajustement réciproque et la dynamique propre de la société industrielle contribuent à modeler les traits essentiels de la civilisation de demain¹⁵ [*id.*].

2) Le deuxième axiome découle du premier : si l'on peut parler d'une « collectivité locale » dans laquelle s'organise une dynamique propre, quelque part « autorégulée », de changement social en interaction avec la société globale, c'est qu'il existe sur le terrain une entité sociale – et sociologique – locale qui l'incarne. Il convient donc de la trouver. D'où « le parti scientifique de départ : traiter chaque collectivité locale comme une totalité, l'analyser comme un système social ayant sa structure et ses mécanismes de fonctionnement, et étudier les changements qui s'y font jour sous l'influence de la société englobante » [*ibid.* : 14]. Ce « parti scientifique » contient une ambiguïté majeure : postule-t-on que ces entités locales existent en tout état de cause, ou leur existence n'est-elle qu'une hypothèse ? Dans la première option, le but de la recherche est purement et simplement de les trouver ; dans la seconde, il s'agit de valider ou non leur existence.

En fait, dans l'esprit d'Henri Mendras, nul doute que l'existence de la collectivité locale est posée : c'est la façon dont elle existe sociologiquement qui fait l'objet même de la recherche. La traiter comme une totalité va donc de soi puisqu'elle est considérée comme existant en elle-même. C'est un axiome fort

qui, faisant quelque peu litière de la précaution sémantique qu'implique le choix du terme « collectivité rurale »¹⁶, contient en fait pleinement l'idée de « société », si ce n'est celle de « communauté », chère aux ethnologues [Chiva 1958].

3) Pour pouvoir repérer ces entités locales, il faut disposer d'un cadre de référence général les concernant et concernant leur place dans les évolutions en cours dans la société globale. D'où le troisième axiome, consistant en un schéma évolutif en trois volets : 1) « la société villageoise traditionnelle » ; 2) « les transformations du XIX^e et du XX^e siècle » ; 3) « la collectivité locale du futur ». La « société villageoise traditionnelle » est caractérisée par trois traits : « l'autarcie, l'homogénéité culturelle et la diversité sociale » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 22]. Les « transformations du XIX^e et du XX^e siècle »

14. Ici, cette expression désigne de façon vague la société (qualifiée tantôt de « nationale » tantôt d'« industrielle ») dans laquelle s'intègrent les « sociétés rurales », d'où la notion de *part societies* que H. Mendras a reprise de R. Redfield pour caractériser celles-ci [Redfield 1956]. Afin d'exprimer cette relation de dépendance, j'ai proposé la notion de « société englobante », dont il sera question ci-après, pour désigner cette « société globale ». G. Gurvitch [1950] a fait de cette dernière une catégorie centrale de sa sociologie et en a proposé une théorie générale.

15. On notera que tous ces présupposés se situent, sans le dire, dans une démarche clairement systémique, ce qui est, pour l'époque, d'une réelle originalité.

16. Le choix de ce terme minimaliste, finalement retenu pour présenter les résultats du programme de recherche, a résulté d'une âpre discussion traduisant un désaccord de fond au sein du GSR.

sont en fait essentiellement celles, déstructurantes, qui découlent de l'exode rural¹⁷ [*ibid.* : 24-27]. Quant à la « collectivité locale du futur », elle est perçue comme le résultat d'une recomposition du local dans laquelle risquent de « se retrouver certains des traits essentiels qui caractérisaient les sociétés rurales d'autrefois »¹⁸ [*ibid.* : 30], mais à une autre échelle spatiale (le canton ou la petite région rurale centrée sur un bourg ou une petite ville)¹⁹, avec des bases différentes et dans de nouveaux rapports avec la société globale.

En fait, cette prospective reposait sur des observations que l'on commençait à pouvoir effectuer dans certaines régions rurales. Ce cadrage général offre une grille d'analyse en termes de dynamiques pour les études locales. Mais il se situe plus au niveau d'une problématique qu'au niveau théorique à proprement parler²⁰.

4) Le cœur de la théorie, c'est dans le dernier axiome qu'il se trouve. Il faut en effet en venir à l'analyse des processus sociaux qui justifient de « traiter chaque collectivité locale comme une totalité ». Il faut donc comprendre comment ces processus sociaux produisent la cohérence propre de la collectivité locale et fondent son évolution dans sa spécificité. En un mot, comment ils la constituent, au moins partiellement, en « totalité », renvoyant ainsi à l'idée de départ d'une diversité de types de collectivités locales. C'est alors – on y revient – la notion de « société rurale » qui est en cause. Le tome 1 est peu bavard sur ce point.

Cette discrétion résulte d'un choix explicite. Dans la première partie de l'ouvrage, qui présente les arguments sous-tendant le programme de recherche et ses objectifs, le souci affiché est avant tout – ce qui est tout à fait

légitime et louable – de définir une démarche « opératoire » plutôt que de se lancer dans « des débats inépuisables » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 17]. L'effort de réflexion fait dans ce sens est d'ailleurs intéressant en tant que tentative de transcrire l'idée de « société rurale » en termes de « pratique de recherche de terrain ».

Il convient néanmoins de citer les deux passages qui suivent, eux, clairement théoriques :

Le système social qu'il s'agit d'abstraire de la réalité pour construire un type peut être traité comme un sursystème intégrant divers systèmes partiels : système familial, système économique, système de pouvoir, système d'interconnaissance, etc. [*Ibid.* : 18]

17. Ce point est essentiel car c'est précisément la façon de concevoir l'influence de la « société englobante » sur les « sociétés rurales » qui est au cœur de la controverse qui nous occupe ici. Le débat renvoie en fin de compte à la théorie du « changement social » appliquée à cette « société englobante ».

18. Dans la liste des six caractéristiques de cette « collectivité locale du futur », on retrouve « l'homogénéité culturelle » et « la diversité sociale », mais la première est due à « la participation à la civilisation dominante de la société globale et non aux particularismes locaux traditionnels » et la seconde est due à « la présence de nombreuses activités de service et d'une population résidentielle abondante ». L'activité agricole est devenue minoritaire et est souvent étroitement imbriquée aux activités non agricoles. Il n'est plus question d'autarcie [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 30].

19. Il serait intéressant de rapprocher cette proposition des travaux récents réalisés sur une base démographique pour définir de nouveaux critères de distinction du rural et de l'urbain [Schmitt et Perrier-Cornet 1998].

20. Cela dit, la notion de théorie souffrant d'une certaine élasticité, cette problématique peut être considérée comme une théorie, au sens empirique du terme.

Et, quelques lignes plus loin :

C'est sans doute le système politique qui donnera sa dimension au sursystème global : on peut avancer l'hypothèse qu'un groupe relativement nombreux a une certaine unité s'il se formule des choix collectifs en termes politiques et s'il a une organisation pour en débattre et en décider [*id.*].

Cette référence à la notion de système mérite d'être soulignée car celle-ci était loin d'être en vogue comme elle l'est aujourd'hui. L'idée de (micro)société – et donc de totalité – est bel et bien là.

Dans la seconde partie du tome 1, qui présente les résultats de la recherche, même perspective : on en reste au niveau des constats et des enseignements généraux. Cela donne lieu à un examen des « conditions d'existence d'une collectivité rurale » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 196-200] qui s'inscrit tout à fait dans la démarche à caractère empirique annoncée dans la première partie et qui fait progresser la réflexion.

Le débat sur la pertinence de la notion de « société rurale » ou de celle, moins exigeante, de « collectivité locale », est en fait renvoyé au tome 2.

Ce second volume illustre les désaccords progressivement apparus au sein du groupe des chercheurs concernés et la perplexité dans laquelle les a plongés leur expérience de terrain quant aux fondements mêmes de leur recherche. Il contient donc tout à la fois une réflexion critique sur les axiomes de départ de celle-ci et sur les résultats auxquels ils sont parvenus, ainsi que des approfondissements théoriques destinés à orienter des recherches qui s'inscriraient dans les mêmes perspectives.

On pourrait ainsi dire que le tome 1 recèle les prémisses d'une théorie, le débat véritablement théorique ayant lieu dans le tome 2.

La théorie en question

Le tome 2 part d'un constat honnête puisqu'il est admis que l'objectif du programme de recherche « n'a pas été pleinement atteint », que la question se pose de savoir si « l'entreprise [est] scientifiquement pertinente » et si « elle doit être poursuivie » [Jollivet ed. 1974 : 5]. Ce deuxième tome s'ouvre par deux textes d'Henri Mendras.

Le premier, intitulé « Un schéma d'analyse de la paysannerie française », fait un pas de plus dans la théorisation à partir des développements de la troisième partie du tome 1, dont « il aurait pu être la conclusion », comme il est dit dans la présentation de l'ouvrage [Jollivet ed. 1974 : 6]. Dans cette même présentation est souligné le caractère strictement délimité de l'objet. C'est bien de « la paysannerie française » qu'il s'agit :

[Henri Mendras] propose *une théorie d'une paysannerie historiquement et géographiquement définie* (à l'encontre des tentatives faites par d'autres pour définir le paysan comme une sorte d'essence)²¹ [*id.*].

21. Les termes en italiques le sont dans le texte original. En fait, Mendras considère qu'il existe des traits communs à toute « la paysannerie d'Europe occidentale, de l'an mille à l'an deux mille [...] ; un type d'agencement social qui apparaît avec la féodalité arrive à son apogée avec la naissance du capitalisme et voit son existence remise en question par les développements actuels du système industriel » [Jollivet ed. 1974 : 12].

C'est là un des thèmes majeurs des débats qui avaient lieu au sein de l'équipe. Il s'agit aussi d'un renversement de perspective de la part de Mendras, qui, au départ, suivant en cela Redfield, recherchait un type général de paysan²².

Cela dit, ce texte préfigure largement la théorie – qui se veut de portée générale – que Mendras exposera dans son ouvrage *Les sociétés paysannes* [1976]. Il serait intéressant de voir si ce parti pris relativiste a été effectivement respecté dans cet ouvrage, qui ne paraîtra que deux ans après le tome 2 des *Sociétés rurales françaises*. Il semble qu'il ne l'ait pas été totalement.

On peut donc dire que, dans ce premier texte du tome 2, Mendras persiste et signe : il se situe dans le prolongement direct des orientations du programme présentées dans le tome 1, qu'il développe et qu'il propose pour impulser de nouvelles recherches sur les collectivités locales rurales. Dans son esprit, ces dernières continuent de porter une véritable dimension sociétale et, donc, continuent d'être considérées comme de véritables « sociétés paysannes ».

Le deuxième texte, intitulé « Schémas d'analyse villageoise », découle tout naturellement de ce point de vue. Il s'inscrit dans la filiation directe du tome 1 et reprend d'ailleurs pratiquement le même titre que celui du chapitre qui clôt ce tome. Il précise ce titre et l'approfondit à la lumière du texte précédent.

Viennent ensuite cinq textes dont la tonalité est au contraire très critique. Leur intérêt est qu'ils passent en revue l'ensemble des problèmes que pose, sur les plans méthodologique et théorique, le travail de terrain mené dans les huit villages de référence. De ce fait,

compte tenu de la place qu'occupe alors la monographie de village dans la sociologie rurale, le tome 2 se présente comme une sorte de traité pour la conduite de cette dernière. Encore qu'il s'en défende dans l'introduction :

Si ce volume a une cohérence, c'est celle d'un *reader*, mais surtout pas celle d'un traité [Jollivet ed. 1974 : 6].

Sont alors abordés les problèmes soulevés par la démarche monographique (Michel Dion) et par la comparaison d'analyses monographiques (Jacques Maho) ; puis, sur un plan plus conceptuel, les problèmes posés par la terminologie (Nicole Eizner) ; et enfin, ceux posés sur le plan théorique lui-même, ce qui se traduit par une contre-proposition au texte d'Henri Mendras (Marcel Jollivet).

22. La conception d'une figure générale du paysan est aussi très présente dans les deux volumes de *Terre, paysans et politique* [Mendras et Tavernier eds. 1969 et 1970], qui résultaient d'une initiative de Mendras et dont le premier commence ainsi : « Sur la scène internationale d'aujourd'hui, ce fait [la diminution de la population agricole et la transformation de l'activité agricole en un stade du cycle de production entre industries d'amont et industries d'aval] est sans doute moins massif que le second : la naissance de légions nombreuses de paysans dans les pays à économie agraire dominante [...] Dans les termes de Redfield, ils étaient des "sauvages" dépendant d'une société et d'une civilisation ignorant le reste du monde et ils deviennent des "paysans" dépendant d'une société et d'une civilisation plus large qui s'étend maintenant à la planète entière. » [Mendras et Tavernier eds. 1969 : 18] Mendras revient encore plus tard sur cette idée quand il évoque le « modèle » de paysannerie qu'il a développé dans *L'invention de la paysannerie* : « Ce modèle, écrit-il, demeure un bon moyen de comprendre les paysanneries qui s'affermissent et se multiplient sur les autres continents. Il n'y a jamais eu autant de paysans dans notre monde. » [2000 : 550]

Ce n'est pas le lieu d'entrer dans les détails de ces critiques²³. En se plaçant sur un plan général, elles peuvent être rapportées à trois débats :

1) Un débat centré sur la monographie. Ce débat traverse inévitablement tous les textes. Les auteurs reviennent, chacun à leur façon, sur l'importance d'en faire un usage rigoureux et sur les conditions à remplir pour qu'il en soit ainsi. Ils s'accordent pour dire que la monographie n'a de sens que couplée à une théorie et qu'il doit y avoir une grande cohérence entre cette théorie et la méthode utilisée pour effectuer des comparaisons entre études monographiques. En fait, ces auteurs expriment les difficultés que les chercheurs ont rencontrées dans leur travail sur le terrain pour produire la monographie que l'on attendait d'eux. Cette insatisfaction, plus ou moins difficilement vécue par les uns et les autres, a été renforcée par la frustration qu'ils ont ressentie lorsque les résultats de leurs observations ont été interprétés comme il l'ont été dans la deuxième partie du tome 1 (laquelle consiste en une présentation synthétique et en une interprétation des « Dix études locales ») et, accessoirement, dans la troisième partie (« Éléments de comparaison »). Cela a pu aller jusqu'au désaccord de fond.

On est évidemment là au cœur des difficultés d'une démarche d'observation à la fois « totalisante » et fondée sur une approche essentiellement qualitative. Le chercheur se heurte à l'opacité du terrain, à la complexité des phénomènes qu'il a à saisir et à décrypter, et à la singularité de ce qu'il observe. Le guide d'observation doit donc être d'une très grande précision, au point de pousser jusqu'à leurs dernières limites les possibilités de

l'analyse ; et l'adhésion de l'observateur à ce guide doit être totale. Tout cela en sachant – paradoxe considérable – que ce protocole doit laisser à chacun suffisamment de souplesse pour qu'il puisse l'adapter aux particularités de son terrain, présumées par définition comme essentielles à l'entreprise.

Des discussions étaient périodiquement organisées entre les chercheurs chargés de réaliser les monographies, pour résoudre les problèmes pratiques, certes, mais, surtout, pour affiner les objectifs de l'analyse à la lumière de l'expérience. Bien que ces discussions aient jalonné toute la phase du travail d'enquête, elles n'ont pas permis d'éclairer la démarche et, encore moins, d'assurer les conditions d'une comparaison fine. Ce qui, au demeurant, était bien normal s'agissant d'un travail de terrain et, qui plus est, d'un travail pionnier.

La question posée est d'ailleurs tellement délicate que l'on peut se demander s'il pouvait en être autrement. Et même s'il était souhaitable qu'il en fût autrement.

2) Un débat portant sur la pertinence d'une analyse sociologique du « local » et sur les notions adaptées à cet exercice. C'est Nicole Eizner qui aborde ce point. Elle revient, pour en approfondir les raisons et le critiquer, sur le glissement sémantique qui a marqué l'histoire du programme, à savoir l'abandon du terme « société rurale », qui figure dans son intitulé même, et son remplacement par « collectivité locale », terme utilisé in fine. Pour aller au bout de cet examen critique, au binôme « société rurale-collectivité

23. Elles sont clairement résumées dans la présentation de chacun des textes que l'on trouve dans l'introduction générale du tome 2 [Jollivet ed. 1974 : 6-8].

locale », elle ajoute le terme « communauté ». Elle se demande si, en se rabattant sur le terme « collectivité locale », le sociologue se libère des malentendus et des ambiguïtés idéologiques qu'il véhicule. Il lui semble en effet que l'idée de « communauté » imprègne les notions de « société rurale » et de « collectivité locale ». Elle décide donc de renoncer à ces deux derniers termes. Elle ne remet pas en cause la démarche « totalisante » appliquée au niveau local, qui fonde le programme, mais propose une autre façon de la mettre en perspective :

Au lieu de chercher la diversité au niveau culturel et géographique, [ne devrait-on pas] la chercher au niveau des modalités spécifiques de la domination capitaliste sur l'agriculture ? [Jollivet ed. 1974 : 154]

Ces modalités étant définies, « il devient alors possible de saisir dans quel espace morphologique et social [elles s'inscrivent] et de délimiter donc des terrains de recherche » [*ibid.*]. Là aussi, la réflexion relaie un des débats qui ont mobilisé l'équipe. C'est l'inspiration venant de l'anthropologie sociale et culturelle, sur laquelle est fondé le programme, qui est remise en cause à travers l'examen de la terminologie à laquelle il a recours.

3) Un débat portant sur la façon d'aborder le changement social dans la sphère rurale de la société française. C'est en réalité l'objectif même du programme. C'est à cette question que répond, à sa manière, le schéma d'analyse de Mendras. Et, centrée sur la place qu'il convient de donner au rural dans une société capitaliste, c'est déjà une autre approche que Nicole Eizner propose comme alternative. C'est aussi ce que proposent, plus systématiquement, les deux textes présentés à la fin du tome 2²⁴.

D'où le titre de l'ouvrage *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*. Si ce titre a été choisi, c'est qu'en fait toute la réflexion de l'équipe tourne autour de cette thématique.

Deux conceptions s'opposent, qui ont en commun la même préoccupation : analyser les évolutions, dans une société dite « industrielle », des conditions et des formes de l'ancrage territorial du lien social et de sa gestion par le politique, en l'occurrence en ce qui concerne les populations rurales (et, tout particulièrement, la « paysannerie », qui en constitue le noyau)²⁵. La différence entre ces conceptions vient de ce que la première (celle qui est qualifiée de « fonctionnelle-structurale » dans le premier des deux textes) s'intéresse uniquement aux formes de ces évolutions, en les considérant uniquement en elles-mêmes, tandis que la seconde (inspirée du marxisme²⁶) propose de les analyser en

24. « L'analyse fonctionnelle-structurale en question ou la théorie nécessaire » (pp. 155-229) ; « Sociétés rurales et capitalisme : principes et éléments d'une théorie des "sociétés rurales" » (pp. 230-266).

25. La recherche sur la typologie des sociétés rurales françaises s'inscrivait dans une démarche plus générale, que l'on peut dire de sociologie politique : c'est la place des paysans dans la société française qui en est la question centrale. Elle fait partie des recherches menées avec la Fondation nationale des sciences politiques [Fauvet et Mendras eds. 1958 ; Tavernier, Gervais et Servolin eds. 1972] et avec la revue *Futuribles* [Mendras et Tavernier eds. 1969 et 1970]. Cette perspective n'en justifiait que plus la nécessité de se référer à une théorie de la « société globale englobante » (cf. note 14).

26. « Inspirée », car il s'agit bien d'utiliser la démarche générale et les outils d'analyse du marxisme – ce que l'on pourrait appeler « un marxisme méthodologique » – et non pas de se situer par rapport à sa version politico-idéologique.

tenant compte de ce qu'elles sont induites par ce que l'on appelait à l'époque « l'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste » [Tavernier, Gervais et Servolin eds. 1972].

Dans cette dernière approche, il ne s'agit donc pas simplement de prendre acte des évolutions observées dans une configuration sociale donnée (y compris en en saisissant ce que l'on pourrait appeler les logiques internes : les rapports de propriété, les rapports familiaux, les rapports de pouvoir, la hiérarchie sociale et les attitudes religieuses) ; il s'agit davantage de mettre ces agencements en relation avec des transformations structurelles considérées comme d'un ordre supérieur et qui, de ce fait, agissent comme des causes premières, des logiques sociales que l'on pourrait, cette fois, qualifier d'externes (en l'occurrence, celles qui procèdent de l'adaptation des structures de production de l'agriculture paysanne aux évolutions du capitalisme)²⁷. Cela conduit inévitablement à analyser différemment les évolutions observées, comme le montre le second texte²⁸. Cela permet en outre de conserver la distanciation méthodologique – et donc critique – propre à la sociologie, alors que l'approche fonctionnelle-structurelle part du principe que ce que l'on observe va de soi ; plus encore, que ce que l'on observe a – et est – sa propre raison d'être.

Ce n'est pas la même chose de constater que les sociétés rurales – si sociétés rurales il y a – évoluent chacune à leur manière sous l'influence de la « société englobante », entité indéfinie dans son « contenu », que de voir dans cette « société englobante » une société dominée par le mode de production capitaliste

et de comprendre ses évolutions comme des formes d'ajustement à la loi du profit [Mendras 2000 ; Jollivet 2003].

Des textes relatant la controverse qui opposait Mendras et certains membres du GSR [*id.*], il ressort que ce qui distinguait les deux démarches était une question d'interprétation due au fait qu'elles s'adossaient l'une et l'autre à des références théoriques différentes. C'est bien en effet une opposition de cette nature qui est à la base du premier des deux textes dont il vient d'être question [Jollivet ed. 1974]. Mais il y a plus dans ce texte, et ce point n'a pas été suffisamment rappelé. C'est que cette opposition portait aussi sur le fait que toute analyse sociologique « locale » (le terme étant entendu ici comme renvoyant à n'importe quel segment du social : l'objet sociologique particulier qui est objet de l'analyse) implique, fût-ce implicitement, une théorie macrosociologique²⁹.

27. C'est la démarche allant dans ce sens – et que j'ai appelée « socioéconomie de l'agriculture » – qui était au cœur de la controverse.

28. « Sociétés rurales et capitalisme » [Jollivet ed. 1974 : 230-269]. Cette observation est méthodologiquement essentielle dans la mesure où elle met en évidence le fait que les analyses menées sur un segment particulier du social ne sont pas objectivement « neutres » mais renvoient à une théorie sous-jacente.

29. Cette conception de la démarche sociologique se heurtait à l'agnosticisme théorique que Mendras se plaisait à afficher. « C'est au pied du mur que l'on voit le maçon », aimait-il à dire. En faisant référence à « l'analyse fonctionnelle-structurelle », le premier texte vise à montrer que c'est en fait elle qui guide son approche des sociétés rurales.

Parce qu'elle conduisait à se poser la question du rapport entre le « local » (au sens premier du terme) et le « global » (au sens de Gurvitch), l'entreprise typologique portant sur les sociétés rurales mettait en évidence que, d'une façon générale, l'analyse sociologique avait à résoudre, dans une même démarche, un problème méthodologique comportant deux facettes indissociables : une qui renvoyait à un arrière-plan théorique général et une autre qui concernait la façon de situer l'objet « local » (au sens, cette fois, de « particulier ») dans l'ensemble sociétal global auquel il appartient³⁰. Il fallait donc trouver un cadre théorique dans lequel pouvaient converger ces deux exigences. La référence à la théorie marxiste du capitalisme que partageaient certains membres du GSR le permettait : elle offrait une explication particulièrement convaincante des changements observés dans les villages³¹ tout en donnant à la société « globale » française son statut de société industrielle capitaliste, avec ce que cela implique en termes de structures et de dynamiques sociales de tous ordres et de tous niveaux³².

La rigueur voudrait que, dans toute analyse sociologique, cette double référence (à la théorie générale et à « l'englobant sociologique » dans lequel se situe tout objet sociologique « local ») soit clairement affichée afin qu'un certain nombre de malentendus soient évités³³.

Suites et fin

En écrivant le tome 2 des *Collectivités rurales*, l'équipe du GSR avait une grande ambition :

Contribuer à une formulation des problèmes actuels de la sociologie rurale

à partir et à propos d'une expérience de recherche et d'une réflexion sur un ensemble des résultats [...] c'est à la controverse qu'invite cet ouvrage, lui-même bâti sur une controverse [Jollivet ed. 1974 : 8-9].

De controverse, il n'y en eut point³⁴.

Au sein du GSR, en revanche, il y eut des suites notables. C'est à partir du programme « Inventaire et typologie des sociétés rurales françaises », on l'a vu, qu'Henri Mendras a conçu son ouvrage *Les sociétés paysannes* [1976]. Après quoi, il s'est progressivement éloigné de la sociologie rurale. Mais il serait intéressant de montrer qu'il a en fait généralisé sa démarche à l'ensemble de la société française. C'est bien le même esprit qui a

30. C'est ce qu'exprime la notion, très en vogue, d'« *embeddedness* », héritée de K. Polanyi [1983].

31. D'où l'accent mis sur la « socioéconomie de l'agriculture » (voir note 6).

32. Dans la démarche de Marx, il est difficile de séparer le macrosociologique du macroéconomique. C'est même ce qui fait l'intérêt de cette démarche : l'analyse sociologique y est vue comme n'ayant de pertinence que si elle prend en considération le niveau macroéconomique car celui-ci est à envisager comme un déterminant majeur, voire dominant, de ce que l'on observe sur le plan sociologique. S'il est ce déterminant majeur, il devient un paramètre macrosociologique et doit donc être inclus dans le champ d'analyse du sociologue. Plus : s'il en est ainsi, le sociologique doit être mis en perspective par rapport à lui.

33. C'est loin d'être le cas aujourd'hui avec la domination sans nuances de la microsociologie. D'où une forte régression de la discipline.

34. De l'ouvrage ne fut faite qu'une seule recension, qui venait de Grande-Bretagne.

présidé à la vaste entreprise d'observation du changement social, qu'il a dirigée, puis présidé à ses travaux au sein de l'Observatoire français du changement économique (OFCE). Pratiquement toutes ses publications ultérieures s'inscrivent dans cette même perspective.

Les membres du GSR qui avaient participé à l'aventure monographique ont chacun suivi leur propre itinéraire, avec les contraintes que cela suppose, s'éloignant plus ou moins rapidement du projet initial. Aucun n'a réitéré d'expérience monographique s'appuyant sur les acquis du programme³⁵.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé à l'époque au sein du GSR, il faut resituer les choses dans leur contexte. Le programme s'achève en 1967. Le tome 1 paraît en 1971, et le tome 2 en 1974. Entre-temps ont eu lieu les événements de 1968. La décennie 1960-1970 est une période de forte agitation sociale dans les campagnes. Ce qui se traduit par des manifestations (y compris des « grèves », comme la « grève du lait » en 1972) et par une ébullition syndicale (mouvement des « Paysans-Travailleurs »). En 1970, son leader Bernard Lambert publie *Les paysans dans la lutte des classes* [1970]. Puis les choses se calment [Gervais, Jollivet et Tavernier 1977].

Dans le même temps, naît, à côté du GSR, un autre collectif – tout aussi informel – de chercheurs, qui va, d'une certaine façon, prendre le relais, mais avec d'autres perspectives³⁶. Paradoxalement ce collectif, réuni sous l'impulsion d'Henri Mendras, se situe totalement dans la ligne marxiste.

Ces différents éléments ont sans doute joué leur rôle. Les évolutions de la sociologie prise dans son ensemble, également [Jollivet

1997]. N'en demeure pas moins que les sociologues ruraux français, qui étaient alors assez nombreux – mais, il est vrai, dispersés dans des « chapelles » multiples –, n'ont aucunement repris à leur compte les questions qui leur étaient posées. Cela mérite pour le moins réflexion.

Réflexion sur les orientations qui étaient proposées et qui n'étaient alors apparemment pas recevables en l'état. Mais réflexion aussi sur la capacité des sociologues ruraux – et donc, de la sociologie rurale en tant que telle – à se constituer autour d'un paradigme partagé. Car c'était bien ce qu'appelait cette tentative de controverse ouverte. En fait, compte tenu de son caractère largement interdisciplinaire, c'est à l'ensemble des ruralistes que l'entreprise du GSR s'adressait.

Mais pourquoi parler au passé ? Les évolutions qui se sont produites ces trente dernières

35. On peut citer comme se situant directement dans la continuité de cette recherche les ouvrages de M. Dion et M. Dion-Salitot [1972], H. Lamarche *et al.* [1980] et mon article [Jollivet 1968]. On peut aussi mettre au compte de cette démarche l'ouvrage de N. Eizner et B. Hervieu [1979], M. Salitot-Dion [1988]. D'une façon générale, l'ensemble des travaux dirigés par Hugues Lamarche sur l'exploitation familiale [1992 et 1994] s'inscrit aussi dans cette filiation, sans en reprendre toutefois tous les attendus théoriques.

36. Ce collectif s'est constitué tout particulièrement autour du programme « Structures agraires, systèmes politiques et politiques agricoles » [Mendras et Tavernier eds. 1969 et 1970]. Il assurait un séminaire à la Fondation nationale des sciences politiques. Il était composé, outre Henri Mendras, de deux économistes de l'INRA (Claude Servolin et Michel Gervais) et d'un politologue (Yves Tavernier de la FNPS), assistés de Marie-Élisabeth Handman-Xifaras et de Jean-Noël Aquistapace.

années ont-elles disqualifié ces questionnements ? Ne pourrait-on pas dire au contraire que, même si elles ont quelque peu modifié les termes dans lesquels il convient de les formuler, elles en ont plutôt, sur le fond, confirmé la pertinence ?

Le sociologue peut-il aujourd'hui faire l'impasse sur le fait que les transformations qu'il observe sont liées aux exigences du capitalisme – quelle que soit la définition qu'il s'en donne ? Ne pas tenir compte de ces exigences dans l'analyse sociologique, n'est-ce pas là une erreur méthodologique primaire ?

La question majeure qui se pose aux ruralistes n'est-elle pas de savoir ce que devient le « rural » – dans sa dimension encore agricole, bien entendu, mais pas seulement, loin de là – au sein d'un pays capitaliste dans le contexte de ladite mondialisation ?

En tout état de cause, ne serait-ce pas une obligation pour les ruralistes de se poser aujourd'hui cette question ? Plus : ne serait-ce pas un moyen pour eux de se redonner les bases d'une dynamique et d'un dynamisme collectifs ?

Bibliographie

Chiva, Isac — 1958, « Les communautés rurales : problèmes, méthodes et exemples de recherche ». Paris, UNESCO (Rapports et documents de sciences sociales).

Dion, Michel et Michèle Salitot-Dion — 1972, *La crise d'une société villageoise : les survivanciers. Les paysans du Jura français (1800-1970)*. Paris, Anthropos.

Duplex, Jean ed. — 1978, *Atlas de la France rurale*. Paris, Armand Colin.

Duplex, Jean, Roger Cornu et Louis Raoul — 1965, « Note sur l'atlas sociologique de la France rurale », *Revue française de sociologie* 5 (3) : 127-138.

Eizner, Nicole et Bertrand Hervieu — 1979, *Anciens paysans, nouveaux ouvriers*. Paris, L'Harmattan.

Fauvet, Jacques et Henri Mendras eds. — 1958, *Les paysans et la politique dans la France contemporaine*. Paris, Armand Colin (« Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques » 94).

Gervais, Michel, Marcel Jollivet et Yves Tavernier — 1977, *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*. Tome 4 de *Histoire de la France rurale*, dirigée par G. Duby et A. Wallon. Paris, Le Seuil.

Gurvitch, Georges — 1950, *La vocation actuelle de la sociologie*. Tome 1 : *Sociologie différentielle*. Tome 2 : *Antécédents et perspectives*. Paris, PUF.

Jollivet, Marcel — 1967, « Typologie des évolutions démographiques cantonales depuis le début du XIX^e siècle », *Études rurales* 27 : 72-94. — 1968, « Structures agraires et changement économique », *Revue française de sociologie* 9 (3) : 338-354. — 1978, « Rente foncière et gestion des ressources naturelles. Quelques remarques sur la rente foncière dans une perspective interdisciplinaire », *Études rurales* 71-72 : 257-274. — 1997, « La "vocation actuelle" de la sociologie rurale », *Ruralia* 1 : 112-132. — 2003, « Comment se fait la sociologie. À propos d'une controverse en sociologie rurale », *Sociétés contemporaines* 49-50 : 43-61.

Jollivet, Marcel ed. — 1974, *Les collectivités rurales françaises*. Tome 2 : *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*. Paris, Armand Colin.

Jollivet, Marcel et Marie-Claire de Gauléjac — 1965, « Pour un vocabulaire de sociologie rurale », *Revue française de sociologie* 5 (3) : 118-126.

Jollivet, Marcel et Henri Mendras eds. — 1971, *Les collectivités rurales françaises*. Tome 1 : *Étude comparative du changement social*. Paris, Armand Colin.

Lamarche, Hugues ed. — 1992, *L'agriculture familiale*. Tome 1 : *Une réalité polymorphe. Comparaison internationale*. Paris, L'Harmattan. — 1994, *L'agriculture familiale*. Tome 2 : *Du mythe à la réalité*. Paris, L'Harmattan.

Lamarche, Hugues, Susan Carol Rogers et Claude Karnoouh — 1980, *Paysans, femmes et citoyens. Lutttes pour le pouvoir dans un village lorrain*. Le Paradou, Actes Sud.

Lambert, Bernard — 1970, *Les paysans dans la lutte des classes*. Paris, Le Seuil.

Marduel, Marie-Laure et Michel Robert — 1979, *Les sociétés rurales françaises. Éléments de bibliographie*. Paris, CNRS Éditions.

Mendras, Henri — 1958, *Les paysans et la modernisation de l'agriculture. Compte rendu d'une enquête pilote*. Paris, CNRS Éditions (Travaux du Centre d'études sociologiques). — 1976, *Les sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Armand Colin (« Collection U »). — 2000, « L'invention de la paysannerie », *Revue française de sociologie* 41 (3) : 539-552.

Mendras, Henri ed. — 1962, *Les sociétés rurales françaises. Éléments de bibliographie réunis par le*

Groupe de sociologie rurale du CES. Paris, Fondation nationale des sciences politiques.

Mendras, Henri et Yves Tavernier eds. — 1969, *Terre, paysans et politique. Structures agraires, systèmes politiques et politiques agricoles*. Tome 1. Paris, SEDEIS (*Futuribles* 12). — 1970, *Terre, paysans et politique. Structures agraires, systèmes politiques et politiques agricoles*. Tome 2. Paris, SEDEIS (*Futuribles* 14).

Polanyi, Karl — 1983 (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris, Gallimard.

Raoul, Louis — 1970, « Les agriculteurs et le crédit. Études de comportement économique ». Thèse de 3^e cycle en économie. Paris X-Nanterre, EPHE, 2 vol.

Redfield, Robert — 1956, *Peasant society and culture*. Ithaca, Cornell University Press.

Salitot-Dion, Michèle — 1988, *Héritage, parenté et propriété en Franche-Comté du XIII^e siècle à nos jours*. Paris, L'Harmattan.

Schmitt, Bertrand et Philippe Perrier-Cornet — 1998, *Les campagnes et leurs villes*. Paris, INSEE (« Contours et Caractères »).

Tavernier, Yves, Michel Gervais et Claude Servolin eds. — 1972, *L'univers politique des paysans*. Paris, Armand Colin (« Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques » 184).

Résumé

Marcel Jollivet, *Un temps fort de la sociologie rurale française*

En 1962, sous la direction d'Henri Mendras, le Groupe de sociologie rurale lance un grand programme de recherche intitulé « Inventaire et typologie des sociétés rurales françaises ». Ce programme donne lieu à un débat opposant deux démarches sociologiques, l'une d'inspiration fonctionnaliste, l'autre d'inspiration marxiste. La restitution de ce débat donne à l'auteur l'occasion de revenir sur un épisode majeur de l'histoire de la sociologie rurale française, qui invite à réfléchir plus généralement sur les fondements de la démarche sociologique. Une réflexion dont on peut penser qu'elle est plus opportune que jamais.

Mots clés

changement social, « société globale », société rurale, sociologie du local, sociologie rurale, théories sociologiques

Abstract

Marcel Jollivet, *A high point in French rural sociology*

In 1962, the Rural Sociology Group, headed by Henri Mendras, launched a major research program, "Inventory and typology of French rural societies". This program sparked a debate between two sociological approaches, the one functionalist and the other Marxist. Reviewing this debate provides the occasion to revisit this major episode in the history of French rural sociology. Readers are invited to look back on this sociology's foundations, an invitation more timely than ever.

Keywords

social change, "global society", rural society, local sociology, rural sociology, sociological theories